



Quel avenir pour les SEGPA, EREA et ULIS ?

Le ministère travaille actuellement à l'évolution des SEGPA (Section d'enseignement général et pré-professionnel adapté). Un grand nombre des personnels enseignants travaillant dans ces structures sont des professeurs des écoles spécialisés, titulaires d'un diplôme spécifique et issus du premier degré. Les autres personnels sont des professeurs d'enseignement professionnel.

Objectifs de la manœuvre:

- remplacer les structures SEGPA par un dispositif inclusif sur le modèle des actuelles ULIS (unités locales pour l'inclusion scolaire). Tous les élèves de CM2 seraient orientés en classes de 6ème ordinaire au collège et un enseignant spécialisé travaillerait avec certains d'entre eux.

- ne plus maintenir les élèves en difficulté en CM2 mais en fin de cycle, en application du nouveau cycle CM/6ème.

Ceci ne peut que nous rappeler la logique inclusive de la récente (2010) transformation des classes UPI (Unités pédagogiques d'intégration) en « dispositifs » ULIS. Au passage, les effectifs sont passés de 10 élèves à 11, 12, 13 et jusqu'à 16 élèves dans certains départements ! On comprend vite, avec cette « dilution » des élèves de SEGPA et d'ULIS dans les classes de collège, la logique comptable de l'exercice ; tout cela, bien sûr, vendu au nom de l'intérêt de l'élève.

Et c'est encore au nom de l'intérêt de l'élève et en nous assénant que « l'éducation est une priorité » que cette réforme des SEGPA avance... Balancer un élève en grande difficulté scolaire au beau milieu de classes surchargées a certes de l'intérêt... Mais pour le Ministère seulement !

Une fois de plus, partout, c'est la logique comptable qui prend le pas sur les considérations éducatives et pédagogiques : c'est une économie de budget substantielle qui se cache derrière tous ces projets qui touchent SEGPA, EREA et ULIS, au détriment de l'encadrement spécifique indispensable à ces élèves.

Une journée de grève et d'action est prévue le mardi 10 juin 2014.

7H45-9H : Rassemblement devant le collège Gérard Philipe, Allée des plans à Fontaine (38).

10H : Assemblée générale des personnels à la Bourse du travail de Grenoble.

13H30 : Rassemblement à l'Inspection académique et manifestation jusqu'au Rectorat.

Pour Sud éducation académie de Grenoble et la FSU Isère, cette journée doit rassembler tous les personnels de SEGPA, d'EREA et d'ULIS **mais également s'étendre à l'ensemble des personnels, des collèges notamment, car ce sont les conditions d'enseignement de toutes et tous qui sont en jeu !** Le préavis déposé par nos syndicats couvre l'ensemble des personnels de l'éducation nationale.

Car aujourd'hui, les classes surchargées, la charge de travail de plus en plus lourde donnée aux enseignants et le manque de formation de ces derniers pour enseigner auprès de ces publics sont autant de faits qui ne permettront certainement pas d'accueillir convenablement ces élèves dans des classes ordinaires de collège.

Par ailleurs, le Ministère ne dit rien de l'évolution des statuts et des conditions de travail des personnels qui demandent notamment le passage aux 18 heures pour les PE et la reconnaissance du statut de professeur principal au même titre que les PLC. Il faut aussi rappeler ici que plus aucun départ en formation pour le CAPA-SH n'a lieu depuis plus de deux ans et qu'il n'y en aura pas l'année prochaine.

Des enseignants de SEGPA se mobilisent déjà, depuis début mai, en refusant d'assurer le travail de professeur principal qui leur est demandé sans contrepartie financière.

Le Ministère tente dans le même temps de trancher sérieusement dans les EREA (Établissement régional d'enseignement adapté) où les postes d'enseignants sont supprimés pour être remplacés par des emplois précaires d'AED (assistants d'éducation).

Dans l'académie, les EREA de Chambéry et d'Albertville sont en lutte actuellement pour défendre leurs conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves.

(<http://www.sudeducationgrenoble.org/spip.php?article434> ; <http://73.snuipp.fr/spip.php?article1747>)